



SOLIDARITÉ POPULAIRE RICHELIEU-YAMASKA

Saint-Hyacinthe, le 23 février 2010



Raymond Bachand
12 rue Saint-Louis. 1^{er} étage
Québec (Qc) G1R 5L3
Télec : 418-646-1574

Service de recouvrement

Objet : Objet : renflouer les caisses de l'État québécois

M. Bachand,

Par la présente, notre collectif d'organismes *Solidarité populaire Richelieu-Yamaska* joint sa voix à celle de la *Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics* pour vous faire connaître sa grande préoccupation face à l'idéologie du déficit zéro et aux mesures que désire adopter votre gouvernement pour renflouer les coffres de l'État lors du budget de 2013-2014.

En effet, les mesures que vous proposez comme les hausses de tarifs des services publics, notamment ceux d'Hydro-Québec, tout comme la hausse de la TVQ, sont des mesures régressives et inéquitables qui ne tiennent pas compte des revenus et de la richesse relative des individus. Il est évident que de tels choix auront des conséquences économiques graves pour de nombreux ménages à faible et moyen revenu. Nous sommes également fort inquiets des répercussions qu'engendrerait la réduction de la croissance des dépenses de 4,6% à 3,2% comme le propose votre gouvernement. Cela équivaut à des coupures de 9,4 milliards de dollars au cours des 4 prochaines années!

De telles coupes budgétaires, combinées aux hausses de tarifs, mettront en danger l'accessibilité et le caractère universel de nombreux services publics, tout en fragilisant les programmes sociaux actuels. Rappelons ici que de tels services et programmes sont essentiels pour favoriser une meilleure redistribution de la richesse ainsi que l'égalité des chances entre les hommes et les femmes, entre les riches et les pauvres, entre les personnes les plus favorisées et les moins favorisées de notre société. Ces services constituent un levier pour lutter contre la pauvreté et pour favoriser la réalisation et le respect des droits humains de tous et toutes. Pour préserver nos services publics, il importe de rappeler qu'il n'y a aucune urgence à revenir à l'équilibre budgétaire, particulièrement en période d'instabilité économique. D'ailleurs, les États-Unis, le Canada et l'Ontario, pour ne nommer qu'eux, ont tous choisi une période plus longue pour revenir à cet équilibre afin d'éviter des coupes qui pourraient avoir des conséquences catastrophiques dans le contexte économique actuel.

Les solutions à prioriser sont celles qui feront du Québec un chef de file en matière d'égalité et de justice sociale tout en favorisant l'émergence d'un Québec plus vert. Or, les choix qui ont été faits par le passé, tout comme les orientations que vous mettez de l'avant, ne permettent pas d'atteindre ces objectifs. Bien au contraire. Il importe ici de rappeler que si les finances publiques sont actuellement dans un état précaire, c'est en grande partie à cause de choix politiques qui ont été faits par le passé. Pensons aux baisses d'impôts qui ont été accordées au cours des huit dernières années. Pensons aux compagnies minières qui n'ont pas payé les maigres redevances qu'on exige d'elles. Pensons également aux gains en capital dont seulement 50% sont imposables. Pensons aux nombreux abris fiscaux (REER, RÉA, REEE, etc.) qui comportent des plafonds si élevés qu'ils profitent en premier lieu aux mieux nantis... Toutes ces mesures privent aujourd'hui l'État québécois de plusieurs milliards de dollars!

Il est maintenant temps pour le gouvernement, de refiler la facture à ceux qui, jusqu'à maintenant, n'ont pas payé leur juste part. Vous trouverez donc, ci-joint, plusieurs mesures qui permettront de renflouer les coffres de l'État tout en étant justes, équitables et écologiques.

En attente du versement de leur contribution pour protéger nos services publics et préserver le bien commun,

Jean Barrette, président
1195 rue Saint-Antoine, bureau 111, Saint-Hyacinthe Qc J2S 3K6
Téléphone : 450-773-8583 poste 223 Télécopieur : 450-774-1895
Courriel : jeanbarrette@maskatel.net

C.c. : *Monsieur Émilien Pelletier, Député comté de Saint-Hyacinthe, 800, avenue Sainte-Anne, Bureau 300, Saint-Hyacinthe (Québec) J2S 5G7*
Coalition contre la tarification et la privatisation des services publics :
mer.mepacq@bellnet.ca



FACTURE :

Sommes dues à l'État québécois

A. Impôts aux particuliers

- Augmentation du nombre de paliers d'imposition des particuliers.....\$\$
 - Augmentation du taux d'imposition des contribuables à revenu élevé.....\$
 - Réduction ou abolition des mesures fiscales qui empêchent une juste contribution fiscale des particuliers.....
- \$\$\$
- **Lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal.....\$\$\$\$**

B. Impôts des entreprises

- **Introduction de paliers d'imposition pour que chaque entreprise paie sa juste part.....\$\$\$**
- **Introduction d'un impôt minimum obligatoire pour les entreprises, dans l'objectif de freiner les pertes de revenu dû à l'évitement fiscal des entreprises.....\$\$\$**
- **Diminution significative des déductions fiscales des entreprises.....\$\$**
- Hausse importante des redevances des entreprises sur les ressources naturelles.....\$\$\$\$
- Lutte contre l'évasion et l'évitement fiscal.....\$\$

C. Taxes à la consommation

- S'opposer à une hausse immédiate de la TVQ et envisager plutôt une formule de taxation progressive et écologiste en fonction de la nature des biens achetés.....\$\$

D. Gouvernance

- Lutter contre la corruption et assurer une saine gestion des finances publiques (refus de recours aux PPP, recourir davantage aux appels d'offre, etc.).....\$\$\$\$